



Rosanna Morris - rosannamorris.com

## éditorial: **la souveraineté alimentaire à l'ère de la résurgence autoritaire et fasciste**

Dans toutes les régions du globe, nous assistons à l'émergence et à la consolidation de forces sociales, politiques et culturelles à la fois racistes, xénophobes, misogynes, machistes, homo-lesbo-transphobes, anti-pacifistes, antidémocratiques et totalitaires. Qualifiées de fascistes, de populistes autoritaires, de dictatoriales, voire de démocratiques, ces forces sont identifiables par le fait qu'elles s'opposent au pluralisme, à la diversité raciale, religieuse et culturelle, à l'égalité sociale, à l'autonomie des femmes et à la laïcité. Elles influencent et contrôlent l'opinion publique à l'aide de discours construits à partir de fragments d'informations habilement assemblés pour établir leurs propres versions de la réalité. Elles diabolisent les vérités embarrassantes en les qualifiant de « fausses nouvelles » et génèrent leurs propres faits en se basant non pas sur la réalité objective, mais sur les valeurs idéologiques de leurs mouvements respectifs.

Tous les régimes politiques sont autoritaires selon divers degrés. Néanmoins, les régimes autoritaires/fascistes apparus au cours de la dernière décennie sont particulièrement dangereux en raison du soutien que leur apportent diverses sections étonnamment importantes de leurs populations ainsi que celui du capital transnational. Cet appui leur donne le pouvoir de polariser et de diviser les sociétés, et de démanteler des acquis importants et durement obtenus en matière de droit fondamentaux, de libertés civiles ainsi que de gouvernance laïque et démocratique.

Dans cette édition du bulletin Nyéléni, nous examinons ce que ces configurations politico-sociales signifient pour le mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire. Nous mettons en particulier l'accent sur la manière dont la souveraineté alimentaire constitue elle-même une stratégie de résistance face à la dangereuse vague d'autoritarisme radical qui balaye le monde.

*Les Amis de la Terre international et Focus on the Global South*

**abonnez-vous  
en ligne!**

[www.nyeleni.org](http://www.nyeleni.org)

**Aidez nous à construire le  
mouvement pour la  
Souveraineté Alimentaire**

**Chaque contribution compte:  
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL  
branche en Espagne  
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –  
El Camino de la Tierra  
IBAN: ES2315500001220000230821  
BIC/SWIFT: ETICES21XXX

## **qui sommes-nous?**

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Malii, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: AFSA, Brot für die Welt, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, Forum mondial des populations de pêcheurs, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, TNI, VSF-Justicia Alimentaria Global, WhyHunger.

**il est temps d'agir pour  
la souveraineté alimentaire !**

# sous les feux de la rampe

## Un rapide aperçu des tendances politiques contemporaines

« Qu'on les qualifie de fascistes, de populistes autoritaires ou de contre-révolutionnaires, il ne fait aucun doute que des mouvements de colère méprisant les idées et les pratiques démocratiques et progressistes, et utilisant la force pour résoudre des conflits sociaux profondément enracinés se développent au niveau mondial. » Walden Bello, Counter Revolution, the Global Rise of the Far Right, page 3. Fernwood Publishing, 2019.

Pour la majorité d'entre nous, le fait d'être confronté à des régimes extrémistes autoritaires et violents, de lutter contre eux et de vivre sous leur domination n'est pas une nouveauté : les histoires de nombreuses sociétés/nations sont traversées de périodes où les dirigeants politiques associent et exploitent le charisme personnel, la ferveur religieuse, les insécurités économiques, la peur des « autres » et les promesses de restaurer des héritages glorieux (généralement imaginaires), afin d'imposer des régimes politiques qui privilégient certaines classes, confessions ou groupes sociaux particuliers, tout en s'attaquant aux droits et libertés fondamentales ainsi qu'à la dignité d'autrui. À de nombreuses reprises, dans le cadre de régimes coloniaux, d'apartheid, fascistes, militaires, dictatoriaux ou même démocratiques, nous avons été témoins de la manière dont la synergie toxique entre les intérêts liés à la classe, à la culture, à la religion et à l'idéologie peut engendrer l'oppression, l'extrême violence et la terreur.

Plus récemment, nous avons assistés à l'émergence de régimes autoritaires qui semblent être la conséquence des crises structurelles provoquées par le capitalisme néolibéral et, paradoxalement, découler des réponses apportées par des forces de gauche et des mouvements populaires progressistes aux ravages du néolibéralisme. Le néolibéralisme et la mondialisation menée par les entreprises ont non seulement échoué à apporter le bien-être social et économique à la majorité, mais ont également détruit l'environnement, affaibli les droits des travailleurs et des travailleuses ainsi que de celles et ceux pratiquant l'agriculture vivrière à petite échelle, miné les organisations ouvrières, exacerbé les inégalités et accru la faim et la malnutrition. À cause de la dérégulation financière et du choix d'accorder la priorité aux intérêts des entreprises plutôt qu'à l'intérêt public, l'épargne des classes moyennes et populaires a perdu en valeur tandis que leur dette a augmenté. Les gens se mobilisent pour demander le changement, mais deux tendances majeures permettent aux forces de droite de détourner ces demandes : 1) dans de nombreux pays, les forces politiques de gauche ont noué des alliances précaires avec les pouvoirs en place afin de se positionner dans le système politique ; 2) les forces de droite ont utilisé leurs propres ressources pour établir l'ère de la post-vérité, où la réalité est délibérément déformée dans le but d'influencer l'opinion publique et les comportements sociaux, ainsi que de renforcer le pouvoir des élites nationales et mondiales.

Alliées aux forces au pouvoir, les forces politiques de gauche se sont avérées incapables de démontrer en quoi leurs propres programmes et visions du changement étaient différents. Les champs politiques et idéologiques ont ainsi été livrés aux forces de droite, lesquelles ont exploité l'anxiété, la désillusion, la colère et le désespoir des millions de personnes malmenées par les crises économique-financières récurrentes, devenues la marque de fabrique du capitalisme mondialisé et de la mondialisation menée par les entreprises.

Bien que les forces de droite se soient présentées en critiques sévères du système actuel, elles ont nié l'implication du néolibéralisme dans les crises économiques et sociales et rejeté la faute sur des secteurs particuliers de la société, en les désignant selon des catégories de classes économiques, de groupes sociaux et de religion. Cela leur a permis d'obtenir le soutien d'un large éventail de classes et de groupes sociaux, y compris les classes

moyennes et aisées, et de construire des mouvements basés sur les préjugés et la haine, sans pour autant toucher au système économique capitaliste. S'il est vrai que chaque régime est le produit de conditions historiques singulières à la région où il règne, l'on y retrouve, toutefois, les caractéristiques décrites ci-dessus à des degrés et des nuances variables.

Malgré une rhétorique qui prétend remédier à des conditions socio-économiques de plus en plus difficiles, ces régimes demeurent attachés au capitalisme et au néolibéralisme. Depuis leur arrivée au pouvoir politique, les conditions des classes ouvrières rurales et urbaines ne se sont pas améliorées ; les économies, revenus et emplois promis ne se sont pas non plus concrétisés. Mais, les entreprises et élites proches des régimes en place ont continué à obtenir des contrats leur permettant d'extraire les ressources, de construire de vastes projets d'infrastructures, de promouvoir l'agriculture industrielle et de favoriser le développement immobilier.

De nombreuses forces de droite sont parvenues au pouvoir grâce aux élections et revendiquent des mandats démocratiques pour promulguer des lois et des politiques au service de leurs programmes. Toutefois, ces forces sont opposées à une démocratie libérale dans laquelle tous les citoyens et toutes les citoyennes, sans distinction de classe, de culture ou de religion, jouissent des mêmes droits, des mêmes libertés et de la même égalité devant la loi, et où de solides partis d'opposition sont les garants du contrôle démocratique. Les menaces d'opposition politique que représentent les partis et les organisations sociales sont neutralisées par le biais du démantèlement de certains partis et la création d'alliances de circonstances avec d'autres, ainsi qu'en persécutant tout contestataire dans les médias ou par des moyens juridiques. Les processus démocratiques servent à établir des sociétés de la majorité au sein des quelles toutes les personnes identifiées comme des minorités sont privées de leurs droits, marginalisées et vivent dans l'insécurité.

La réinvention de la vérité et des faits, à travers la construction d'argumentaires présentant des réalités fictives, constituent des stratégies fondamentales pour les nouveaux régimes. Y figurent : le déclin de la nation et la nécessité de faire appel à des dirigeants forts pour ramener le pays à sa grandeur passée; la supériorité raciale, religieuse et de genre; les menaces pesant sur la sécurité, l'identité et la souveraineté du pays; l'amélioration des conditions socio-économiques, etc. Ces argumentaires représentent des éléments essentiels pour que les régimes fascistes soient en mesure de consolider leur pouvoir, et ils sont relayés au public à travers les organes d'information généralistes, les réseaux sociaux, les manuels scolaires, les films, les programmes de divertissement et de service public. Ils fournissent les raisons à la criminalisation et à la violence extrême qui s'abattent sur ceux et celles qui sont présentés comme des ennemis/des menaces (groupes de population spécifiques, migrant.e.s, militant.e.s, avocat.e.s, journalistes, dirigeant.e.s de mouvement, etc.) ainsi qu'au maintien de la population dans un état d'incertitude et d'anxiété justifiant la « main de fer » indispensable pour préserver l'unité de la nation.

Les régimes autoritaires/fascistes menacent la souveraineté alimentaire car ils s'opposent aux droits fondamentaux, à l'égalité, à la diversité, à l'autonomie locale, à la coopération et à la solidarité. Ils soutiennent l'appropriation et le contrôle par le capital transnational des terres, de l'eau, des semences, des richesses naturelles, des ressources publiques et des systèmes alimentaires. Ils privent les populations locales de leur capacité d'action et censurent les voix et actions qui tentent de bâtir, en partant de la base, les démocraties des peuples.

Plus d'informations sur la situation en Asie ici: <https://focusweb.org/publications/the-rise-of-populist-authoritarianisms-in-asia/>

## encadré 1

### Violence et capitalisme

La violence et le capitalisme ne sont pas étrangers l'un à l'autre, ils sont même jumeaux. Les conditions nécessaires à l'émergence du capitalisme aux XVe et XVIe siècles reposaient sur l'expulsion violente des paysans des terres communales en Europe ainsi que sur le pillage, le génocide et l'esclavage colonial dans l'hémisphère sud. Ce mélange toxique a produit ce que Marx appelle « l'accumulation primitive » de la richesse, qui a elle-même engendré le capitalisme.

De nos jours, à travers ce qui a été décrit comme « l'accumulation par la spoliation », la quête du profit à l'échelle mondiale voit un déploiement de la force dans le but de transformer en marchandises les terres et les ressources détenues en commun et qui pendant longtemps ont résisté au processus. Qu'il s'agisse des peuples autochtones en Amazonie, des petits exploitants agricoles au Honduras, des Massais protégeant leurs terres contre l'accapement promu par le gouvernement dans le Serengeti, en Tanzanie, ou des millions d'Adivasis, ou peuples tribaux, qui défendent les forêts en Inde, l'alliance funeste entre l'expansion capitaliste et l'action de l'État conduit au déplacement de millions de personnes.

Le recours marqué à la force ne se produit pas uniquement lorsque le capitalisme s'étend et qu'il faut chasser les petits exploitants et les peuples autochtones se trouvant sur son chemin. Quand les populations ont la possibilité de faire appel à des institutions démocratiques pour obtenir des réformes de façon pacifique, les élites capitalistes et étatiques emploient souvent des méthodes sortant du cadre constitutionnel pour renverser le processus et préserver leur hégémonie économique et politique. S'en suit souvent un massacre, comme en Indonésie en 1965 et 1966, lorsque les efforts en faveur de la réforme agraire et d'une évolution parlementaire pacifique poussèrent les élites, dirigées par les militaires, à massacrer entre 500 000 et 1 million de personnes. Au Chili, dans les années 1970, les militaires noyèrent dans le sang la voie pacifique choisie par l'Unité populaire en tuant des milliers de personnes. Dans ces deux pays, même si la violence était tout aussi terrible dans les zones urbaines que rurales, elle était singulièrement brutale dans les campagnes et, ce, particulièrement à l'encontre des Indiens mapuches qui défendaient leurs terres communales au Chili.

Aujourd'hui, l'expansion capitaliste, la marchandisation et la préservation des systèmes d'hégémonie politique capitaliste s'associent pour promouvoir une nouvelle vague de violence mondiale. Aux Philippines, les consommateurs de drogues sont désignés comme boucs émissaires responsables des problèmes frappant le pays, lesquels découlent de l'alliance entre économie néolibérale et inégalités agraires extrêmes. Environ 27 000 d'entre eux ont ainsi été soumis à des exécutions extra-judiciaires au cours des trois ans et demi depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Duterte. En Inde, les Musulmans ont été désignés « ennemis » de la « civilisation hindoue » par le BJP, scellant ainsi l'union entre économie néolibérale et nationalisme hindou et donnant lieu à des actes de violence collective contre les Musulmans, y compris de macabres affaires de lynchage.

Il est malheureux que de larges pans des classes moyennes aient adhéré à la rhétorique et l'idéologie du bouc émissaire promues par les forces de droite. Ce soutien de la classe moyenne, et même de la classe ouvrière, en faveur des forces racistes de droite s'accroît également dans l'hémisphère nord, où il cible les migrants, considérés comme responsables de la destruction des emplois, des inégalités et de la pauvreté qu'engendre la mondialisation menée par les entreprises. Le danger est que ce ressentiment des masses à l'encontre des migrants soit transformé par des démagogues tels que Donald Trump, les partisans du Brexit, Marine Le Pen en France ou Viktor Orban en Hongrie, en des mouvements similaires à ceux du fascisme traditionnel qui ont ravagé l'Europe dans les années 1930.

Plus que jamais, les exigences de justice et de paix nécessitent la création d'un front le plus large possible pour se dresser contre la violence capitaliste et fasciste.

## encadré 2

### Contre le conservatisme: nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer !

Le conservatisme est essentiel à la montée de l'extrême-droite. Sa progression, au sein des gouvernements autoritaires du monde entier, joue sur l'idéal de la famille hétéro-patriarcale pour renforcer la division sexuelle du travail et la responsabilité des femmes dans le travail de reproduction de la vie. Les forces de l'extrême-droite s'en prennent au droit à l'avortement, persécutent les sexualités dissidentes, encouragent la violence et le harcèlement à l'encontre des femmes, institutionnalisent le racisme. Il s'agit d'un programme antiféministe qui, dans certains pays et territoires, est associé au discours contre l'Occident. Dans d'autres régions, il qualifie de « désordres » les actions menées par les femmes organisées au sein des mouvements de base. Ensemble, ces régimes exercent une violence brutale contre les femmes qui dirigent des processus de résistance.

Le capitalisme avance en piétinant le corps des femmes, leur travail et la nature, tout en renforçant le pouvoir des entreprises et en étendant la militarisation. Dans de nombreuses parties du monde, les femmes se trouvent au premier rang de la résistance. Elles ont prouvé leur grande capacité de mobilisation : le défi consiste à amplifier l'organisation permanente et populaire. Pour le relever, il faut lutter contre le capitalisme autoritaire et construire des processus capables de réorganiser l'économie, en plaçant au centre la durabilité de la vie. Et opposer au nationalisme notre internationalisme et la solidarité entre les peuples.

Pour les femmes, qui sont aujourd'hui la cible d'attaques, forger des alliances est plus important que jamais. Le néolibéralisme se présente en effet sous diverses formes, fragmentant les identités et dépolitisant des luttes historiques. Le féminisme n'est pas destiné à quelques-unes ; c'est un projet d'égalité, de liberté et d'autonomie pour toutes, réalisable seulement en opérant une transformation systémique, en garantissant la souveraineté et l'autodétermination des peuples. Les femmes se reconnaissent dans la résistance qui sauve des vies et préserve la communauté commune. C'est pourquoi le slogan choisi par la Marche mondiale des femmes pour la 5ème Action internationale en 2020 est « Résistons pour vivre, Marchons pour transformer ! »

**personne ne vend  
la terre ou  
marche son peuple**

Tashunka Witko, 1840 –1877



# Aux premières lignes

Ces entretiens ont été réalisés avec le soutien spécifique de Real World Radio



## 1 - La souveraineté alimentaire s'oppose à la montée du fascisme car elle nous permet d'organiser la vie différemment

« En organisant la vie différemment, en questionnant la manière dont nous nous alimentons et ce que nous mangeons, en soutenant les producteurs et les productrices à petite échelle et en répartissant les tâches domestiques afin qu'elles ne reposent pas exclusivement sur les épaules des femmes, la souveraineté alimentaire nous aide à résister à la montée du fascisme », affirme l'agronome et militante féministe de la Marche mondiale des femmes au Brésil, Miriam Nobre. Parmi les menaces principales pesant sur la souveraineté alimentaire, elle relève les attaques ciblant les peuples autochtones et la population d'origine africaine qui voient leurs territoires pillés, les persécutions et les violences physiques contre les femmes considérées comme des « sorcières », ainsi que la critique émise par les figures religieuses néo-pentecôtistes à l'encontre des rituels communautaires qui assurent une transmission des savoirs entre les générations, par exemple lors des semis de maïs. « Aux tentatives menées par les secteurs conservateurs afin de revenir au modèle de la famille patriarcale, s'ajoutent le démantèlement des politiques publiques aidant au maintien des jeunes à la campagne, ainsi que l'alliance entre l'agro-industrie, le trafic de drogues et la militarisation. Tout ceci constitue une menace permanente pour les populations. Nous devons lutter pour le droit des jeunes générations à être paysans et pour qu'ils puissent pratiquer l'agroécologie », ajoute-t-elle. Intégralité de l'entretien : <https://rwr.fm/news/patriarchy-food-sovereignty-world-march-of-women-fascism/>

## 2 - La lutte pour la souveraineté alimentaire : une bataille contre l'offensive fasciste

Figure historique de La Vía Campesina International, le leader paysan Carlos Marentes évoque avec Real World Radio les défis qui se dressent sur la route de la souveraineté alimentaire « en cette période politique caractérisée par une oligarchie et un conservatisme toujours plus extrêmes, des États penchant vers l'extrême droite avec des positions néofascistes terribles, comme aux États-Unis. » Carlos Marentes est membre de l'organisation Proyecto de los Trabajadores Agrícolas Fronterizos (Projet pour les travailleurs agricoles frontaliers) située à la frontière entre la ville états-unienne d'El Paso, au Texas, et la ville mexicaine de Juárez, dans l'État de Chihuahua. L'organisation fait partie de La Vía Campesina. Le dirigeant explique que son organisation aide les travailleurs et les travailleuses ruraux à se syndicaliser pour lutter en faveur de la souveraineté alimentaire. Selon lui, cette lutte s'articule de deux manières : d'une part, le travail contre « cette guerre menée par (le président des États-Unis) Donald Trump et les secteurs les plus rétrogrades de la société qui apparaissent dans différents pays » ; et, d'autre part, la reconstruction de l'économie paysanne et de l'économie des communautés rurales et autochtones, desorte à éviter les déplacements de population. Intégralité de l'entretien : <https://rwr.fm/news/a-battle-against-fascist-offensive-via-campesina-migration/>

## 3 - Une loi controversée sur la citoyenneté en Inde déclenche une vague de mobilisations contre l'extrême-droite

Une nouvelle loi sur la citoyenneté et discriminatoire à l'encontre des Musulmans et des franges les plus pauvres de la société indienne a déclenché une vague massive de manifestations qui défient l'extrême-droite et sont essentielles dans la lutte pour les droits à la terre.

« Ils ne veulent pas des Musulmans, ils ne veulent pas des populations tribales, ils ne veulent pas des Dalits (ou « intouchables ») qui sont les plus pauvres et les plus discriminés dans le système de castes en Inde, ils ne veulent pas des

pauvres ni de la classe ouvrière. Tout ce nationalisme, qui concentre le pouvoir entre quelques mains, doit être contesté », affirme la militante Roma Malik, de l'organisation All India Union of Forest Working People (Union indienne des personnes travaillant dans la forêt), à l'occasion d'un entretien accordé à Real World Radio. « Et je sens que la lutte pour la terre est la lutte fondamentale, où les femmes sont en première ligne; elles défient déjà le gouvernement fasciste », souligne-t-elle. La dirigeante considère que la lutte pour la souveraineté alimentaire menée par les organisations paysannes doit veiller à que celles et ceux qui cultivent des aliments jouissent du droit à la terre et à la possession des moyens de production. Intégralité de l'entretien : <https://rwr.fm/news/india-right-to-land-capitalist-system-fascism-food-sovereignty/>

## 4 - Les discours fascistes/nationalistes profitent de la crise dans les campagnes européennes pour promouvoir des politiques néolibérales

Paysan au Pays basque et membre du comité de coordination de La Vía Campesina Europe (ECVC), Andoni García alerte, dans un entretien avec Real World Radio, sur le fait que l'utilisation du « sentiment nationaliste » dans les discours politiques de droite est une caractéristique de la montée des forces conservatrices et fascistes sur le continent. Contrairement à d'autres pays européens, « le gouvernement espagnol ne cache pas qu'il est néolibéral ou qu'il ne soutient pas les politiques publiques; mais il exploite le sentiment d'abandon et d'impuissance des personnes qui habitent à la campagne ainsi que l'absence de réponse à la crise afin de coopter les agriculteurs et construire un discours xénophobe contre les migrants venant travailler en Europe », affirme Andoni García. ECVC avertit également de la criminalisation à l'encontre des agriculteurs et des agricultrices (en particulier contre l'élevage) menée par certains mouvements militant en faveur du bien-être animal et a annoncé que les conflits entre les zones urbaines et rurales seront traités au cours de la prochaine assemblée de LVC Europe, prévue en avril 2020. Pour lutter contre la montée du fascisme, Andoni García indique qu'il faut attirer l'attention sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et que les partis de gauche doivent réfléchir aux façons de remédier aux problèmes auxquels sont confronté.e.s les paysan.ne.s car la réponse actuelle n'est pas adaptée.

Intégralité de l'entretien : <https://rwr.fm/news/fascism-via-campesina-europe-food-sovereignty-migration/>

## 5 - Le droit de dire NON

Les femmes rurales du sud de l'Afrique résistent contre l'avancée patriarcale des milices et des gouvernements dictatoriaux dans certains pays de la région, affirme la militante et coordinatrice régionale de la Rural Women's Assembly (Assemblée des femmes rurales) Mercia Andrews.

« L'Assemblée des femmes rurales s'allie aux mouvements des agriculteurs, aux mouvements paysans, et nous avons rejoint des campagnes revendiquant notre droit à dire NON. Nous avons le droit de déterminer quelle forme prend le développement dans ces zones. Nous avons le droit de dire NON à l'exploitation minière, NON à l'agro-industrie. Nous avons le droit de dire NON à la façon dont les forêts sont rasées », souligne Mercia Andrews. Les actions menées par l'Assemblée des femmes rurales se concentrent sur la défense des communs, contre l'invasion des multinationales ainsi que l'accaparement des terres et des ressources. La défense de la souveraineté alimentaire et des semences locales est au cœur de leurs luttes et de leurs campagnes. Intégralité de l'entretien: <https://rwr.fm/interviews/the-right-to-say-no-africa-women-neofascist-right-wing-feminism-food-sovereignty/>

# l'écho des campagnes

## 1 - Les femmes jouent un rôle essentiel

*Evangelina Gonzales, PANGISDA-Women (Progressive Alliance of Fisherfolk in the Philippines, Alliance progressiste des pêcheurs des Philippines), Philippines*

La politique néolibérale conduite par l'administration du président Duterte porte atteinte au droit à l'alimentation en poussant à la destruction, à la récupération et à la privatisation des terres et de l'eau. Ces politiques (1) nous volent notre droit à produire notre alimentation, (2) privilégient l'importation comme principale approche pour répondre aux besoins alimentaires locaux, et (3) encouragent le monopole d'une poignée d'entreprises sur la production alimentaire, leur octroyant le pouvoir de dicter les prix des denrées dont la plupart est hors de portée des pauvres. Priver les peuples de leur droit à l'alimentation est une violation de leur droit à la vie. Les femmes sont les plus gravement touchées par ces politiques car elles ont la responsabilité principale de nourrir leurs familles.

Actuellement, un tiers des personnes pratiquant l'agriculture (34,3%) et la pêche (34%) sont considérées pauvres. Cette situation est aggravée par l'autoritarisme de l'administration Duterte. Le gouvernement exerce un harcèlement physique, émotionnel et psychique à l'encontre de tous ceux et de toutes celles qui s'opposent aux politiques de Duterte, comme en témoigne le nombre de dirigeants locaux tués, torturés, criminalisés et intimidés sous ce gouvernement. La confiscation de notre droit à l'alimentation, de notre droit à la liberté de parole et d'expression ainsi que de notre droit à une vie paisible reflète

le fascisme de l'administration Duterte.

Nous devons vaincre la peur créée par la tyrannie du gouvernement actuel. Les femmes jouent un rôle essentiel. Elles ont la capacité, la sagesse et la force de contribuer à la lutte contre l'autoritarisme et le fascisme. Au temps de la dictature de Marcos, les gens ont surmonté leur peur et se sont unis dans la lutte pour renverser le gouvernement fasciste. Beaucoup furent tués, emprisonnés ou victimes de disparitions forcées. Pour lutter contre la dictature de Marcos, nous avons dû organiser et sensibiliser la population avec patience, application, prudence et détermination pour bâtir la solidarité et la résistance.

Nous devons encourager la solidarité et la résistance face aux lois et politiques pratiquées contre la population et qui exacerbent la pauvreté et les difficultés que nous connaissons. Une action concrète pour défendre la souveraineté alimentaire consiste à lutter contre des politiques telles que la loi de tarification du riz et les prétendus projets de développement comme la remise en état de la baie de Manille. Nous devons également partager et vulgariser les connaissances, les pratiques et les systèmes des populations en matière de gestion des ressources naturelles. Nous devons soutenir la production locale et contribuer à enrichir les valeurs et principes portés par la souveraineté alimentaire. Nous croyons fermement que les femmes se lèveront, se batront et lutteront pour nourrir leurs familles et leurs communautés, pour le droit des peuples à l'alimentation, pour la souveraineté alimentaire ainsi que pour l'avenir.



## 2 - Faire progresser l'unité populaire pour résister au conservatisme et construire la souveraineté alimentaire

*Francisca « Pancha » Rodriguez, ANAMURI, Chili*

Pendant des décennies, l'Association nationale des femmes rurales et autochtones du Chili (ANAMURI) a été au premier rang de la résistance face au néolibéralisme, mais aussi de la construction d'articulations sociales et populaires pour avancer vers la souveraineté de son peuple. Des décennies de construction d'organisations et de mouvements, à travers la formation politique et l'approfondissement de propositions en partenariat avec divers secteurs de la population pour inverser les désastres du « miracle » chilien.

Dire qu'aujourd'hui « le Chili s'est réveillé » ne saurait être expliqué sans le processus d'articulation populaire poursuivi au cours des dix dernières années, en commençant par les mobilisations étudiantes de 2011 jusqu'à la plateforme de lutte contre l'Accord de partenariat transpacifique (ou PTP), laquelle a permis de faire comprendre aux gens ordinaires les conséquences du PTP sur notre droit à l'alimentation et, partant, que la défense de notre souveraineté alimentaire n'est pas seulement l'affaire des paysans mais de l'ensemble de la population organisée.

La réaction populaire si forte qu'a suscitée l'oppression est le fruit de ce processus d'accumulation politique. En tant que projet de lutte contre le système s'opposant au conservatisme culturel, politique et religieux, la souveraineté alimentaire constitue un outil central afin de pouvoir travailler la souveraineté populaire à partir d'un lieu concret et différent pour la majorité des personnes.

## 3 - Les principes démocratiques étayent le droit des peuples à l'alimentation

*Suraphon Songruk, SPFT (Southern Peasant's Federation of Thailand, Fédération paysanne du sud de la Thaïlande), Surat Thani, Thaïlande*

Les principes démocratiques étayent le droit des peuples à l'alimentation. Par opposition, si un pays est gouverné par un régime autoritaire, les habitants sont privés de leurs libertés politiques et civiles, ainsi que de leurs droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit à l'alimentation. Dans un tel contexte, les pouvoirs politiques et économiques sont concentrés entre les mains d'un régime autoritaire ou oligarchique qui maintient le monopole des productions et des systèmes alimentaires. L'autoritarisme mine les droits des peuples et le contrôle qu'ils exercent sur leurs terres, leurs forêts et leur eau en tant que sources de nourriture. La population perd alors tout droit d'accéder à l'alimentation et de définir son propre système alimentaire.

La souveraineté alimentaire promeut les droits humains et la dignité. Les mouvements populaires peuvent légitimement utiliser ce concept comme moyen, stratégie et objectif pour rassembler personnes et mouvements partageant les mêmes idées afin d'accroître leur pouvoir de négociation. Les habitants peuvent utiliser le concept de souveraineté alimentaire pour protéger leurs territoires et leurs ressources en tant que sources de production alimentaire. Il s'agit d'un concept progressiste qui renforce les luttes des peuples. Il garantit que les personnes puissent accéder à une alimentation sûre et crée un système respectueux de l'environnement.

La souveraineté alimentaire est le principe fondateur de la souveraineté des peuples. La construction de la souveraineté alimentaire représente le point de départ permettant aux populations de se libérer de l'emprise des entreprises sur l'alimentation. En définitive, la souveraineté alimentaire donne aux mouvements populaires et aux producteurs et productrices d'aliments à petite échelle les moyens d'agir pour résister à l'autoritarisme.

## l'écho 4 Les entreprises privées et l'armée travaillent ensemble

Monsieur Suon Sorn, village d'Ou Kansaeng, commune de Samraong, municipalité de Samraong, province d'Oddar Meanchey, Cambodge

Prétendant le conflit frontalier entre le Cambodge et Thaïlande, la dictature politique a mis en œuvre une ordonnance qui autorise l'armée à être basée à l'intérieur de nos forêts communautaires. L'armée rase les forêts et vend les terres à de puissants fonctionnaires hauts placés au sein du gouvernement, à des compagnies privées ainsi qu'à d'autres groupes privilégiés. Ces personnes volent aux populations les forêts, leurs ressources en eau et leurs systèmes alimentaires locaux, ce qui porte atteinte à leur droit à l'alimentation. Selon la structure de gouvernance du Cambodge, le contrôle et le pouvoir central appartiennent à l'armée, et il est très difficile pour les habitants de s'opposer aux militaires. Le gouvernement ne prête aucune attention aux problèmes de la population, dont les droits à l'alimentation, à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles sont bafoués.

Entreprises privées et armée travaillent ensemble : les entreprises

paient l'armée, et en retour l'armée les protège. Si nous restons dépendants de ces entreprises, nous courrons au désastre. La souveraineté alimentaire est un élément important pour soutenir et renforcer nos communautés ainsi que pour lutter contre ce qu'imposent les militaires et les entreprises. Ces dernières vendent des produits agricoles dangereux, notamment des engrais, des semences et d'autres intrants. Nous devons revenir à la voie naturelle et écologique. Si nous n'achetons pas les produits proposés par les entreprises, elles ne feront pas de bénéfices et ne seront plus en mesure de soutenir l'armée. Nous pouvons commencer par de petites actions, construire la solidarité et le partage au sein de la population, et contribuer à changer le système en partant du niveau local. Au Cambodge, l'idée de « souveraineté » peut être difficile à comprendre, au début, pour la société civile et les différentes communautés, mais grâce à l'éducation populaire, la formation, le partage des connaissances et les discussions sur les principes et les valeurs de la souveraineté alimentaire, de plus en plus de personnes rejoindront le mouvement.

## l'écho 5 L'agriculture en Palestine, pilier de la solidité et de la souveraineté

Joseph Schechla et Murad al-Husani, HLRN (Réseau pour le droit au logement et à la terre), Palestine

Les paysan.ne.s palestinien.ne.s constituent la première ligne de résistance à l'occupation et la colonisation, bien plus efficace que de piètres négociations. En effet, selon les Accords d'Oslo, la majorité des terres agricoles en Cisjordanie (67%) est classifiée comme faisant partie de la « zone C ». Ces terres sont sous le contrôle direct de l'armée d'occupation. Dans cette région, les occupants cherchent à concentrer la population palestinienne dans les centres urbains des dénommées zones A (la croupe de l'État palestinien) de sorte à empêcher sa présence sur les terres. Les forces israéliennes décrètent des ordonnances militaires qui se substituent à la loi souveraine (en violation directe de l'article 43 de la Convention de La Haye) et entravent tous les aspects du secteur agricole, ce qui empêche la population palestinienne d'accéder à ses terres et de les cultiver. Cela provoque l'abandon et la dégradation des terres agricoles, à la suite de quoi Israël impose un prétexte « légal » selon lequel ces terres sont « inexploitées ». Ce cercle vicieux doublé d'une impasse juridique conduit à transférer la propriété foncière à « l'État » (occupant). Les statistiques suivantes montrent l'ampleur et la férocité de l'attaque de l'occupation israélienne contre l'agriculture locale :

COMPOSANTES DU SECTEUR AGRICOLE CIBLÉES PAR L'ASSAUT ISRAËLIEN								
Année	Structures et installations		Puits agricoles		Routes agricoles		Arbres fruitiers	Terres agricoles
	Détruites	Mena-cées	Détruits	Menacés	Détruites	Mena-cées	Attaques visant les arbres	Attaques visant les terres cultivées
2012	148	388	61	60	4	3	64 000	7 484
2013	229	362	28	58	30	5	23 581	7 891
2014	197	215	79	39	3	9	22 511	4 452
2015	190	165	38	47	5	14	37 896	11 255
2016	324	238	68	29	2	12	9 566	2 292
<b>Total</b>	<b>1 088</b>	<b>1 368</b>	<b>274</b>	<b>233</b>	<b>44</b>	<b>43</b>	<b>157 554</b>	<b>33 374</b>

Source : Étude de terrain menée par la Division israélienne de surveillance des violations, LRC (Land Research Center) 2012–16.

Ces statistiques indiquent clairement comment l'occupation s'emploie à supprimer l'agriculture comme moyen efficace de résistance contre la colonisation. Ce sont les mains fermes et constantes des paysan.ne.s plantant les oliviers emblématiques dans la terre occupée de Palestine, ce sont leurs pieds qui confèrent à la terre sa fertilité. Le souffle des paysan.ne.s apporte brillance et saveur aux fruits, car il existe une relation symbiotique entre le paysan palestinien et la terre qui crée une identité que rien ne saurait effacer.

## encadré 3

### Réseaux sociaux : favoriser la haine tout en optimisant les profits et le contrôle social

Fausse information, manipulation de données, promotion de la haine, du racisme et de la misogynie. Il est de plus en plus clair que l'utilisation et les abus perpétrés par l'extrême droite sur les réseaux sociaux s'inscrivent dans sa stratégie de pouvoir. Non seulement pour remporter des élections, mais également dans le but d'encourager la normalisation de la violence en tant qu'élément de bon sens dont a besoin le capitalisme autoritaire pour s'imposer en détruisant les valeurs démocratiques.

De telles utilisations et de tels abus se produisent au sein d'infrastructures d'entreprise auxquelles se connecte une partie importante de la population, comme Facebook. Ces espaces ne sont ni publics ni démocratiques. Bien au contraire : algorithmes et portées sont définis par une entreprise pratiquant l'opacité et dont la richesse s'appuie sur la collecte et la manipulation des données. Son fonctionnement n'est ni rendu public ni remis en question, tandis que les utilisateurs sont tenus d'« accepter » les conditions générales de service alors qu'ils savent bien que Facebook se livre à des expérimentations en manipulant les sentiments, les besoins et les opinions, et en encourageant les extrémismes.

Les données sont transformées en capital. Or, les données ne sont pas là pour être collectées ; elles sont le fruit de la vie et des relations entre les personnes. Que ce soit à travers les applications pour téléphones portables ou les capteurs installés en ville, la surveillance de masse, coordonnée par les États et les entreprises, fait partie de l'optimisation des bénéfices. À ce titre, elle n'est donc pas isolée mais systémique.

Le racisme et la haine envers les pauvres et les femmes ne se multiplient pas seulement en tant qu'idées ; ils se retrouvent également au quotidien et génèrent une situation de fascisme social. Le virtuel se nourrit des vies concrètes de personnes luttant tous les jours contre des conditions de vie où la précarité et la violence sont croissantes. Le virtuel s'appuie sur une base matérielle, qui génère et a besoin de l'extractivisme, de l'énergie et des territoires pour stocker et traiter toutes ces données.

Développer une contre-hégémonie exige de notre part bien plus qu'une bonne stratégie de communication sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'une bataille de longue haleine qui passe par l'élargissement de nos alliances anticapitalistes de sorte à collaborer avec celles et ceux qui luttent dans le domaine du numérique, dénoncent l'opacité et développent des technologies libres et non propriétaires.

Plus d'informations dans la newsletter Nyéléni num 37 sur La numérisation du système alimentaire <http://www.nyeleni.org/ccount/click.php?id=138>

## encadré 4

### La production paysanne d'aliments, caillou dans la chaussure du système capitaliste

Défis et possibilités de lutte en faveur de la souveraineté alimentaire face à la vague conservatrice qui frappe le monde.

C'est dans les champs, dans la production d'aliments, que se livre une partie importante de la lutte contre le système capitaliste. La montée de l'extrême droite dans plusieurs régions du monde entraîne une multiplication des menaces et des violations très graves des droits humains que subissaient déjà auparavant celles et ceux qui travaillent la terre.

Au Brésil, pays qui occupe la première place des taux de violence contre la population rurale, 1 678 paysan.ne.s ont été assassiné.e.s entre 1985 et 2003, selon les chiffres publiés par la CPT (Comissão pastoral da terra, Commission pastorale de la terre). Pour sa part, Global Witness a indiqué que 2017 a été l'année la plus meurtrière dans le monde rural, depuis que cette ONG a commencé son travail de recensement, puisque 207 paysan.ne.s, militant.e.s de base, autochtones et écologistes furent tué.e.s.

Ces dernières années, l'agro-industrie est devenue la cause principale des conflits dans les campagnes. Les grandes multinationales agroindustrielles, la faiblesse des États (par inaction ou connivence) et les abus commis par les entreprises dans chaque pays ont renforcé plus encore un processus sanguinaire qui assoit le contrôle du capital sur les biens naturels avec la nouvelle vague fasciste mondiale.

« Si nous ne récupérons pas le contrôle sur nos communautés et territoires et si nous n'arrachons pas aux entreprises le pouvoir sur nos aliments, alors nous ne parviendrons pas à la souveraineté alimentaire » a averti le leader paysan Carlos Marentes, figure historique de La Vía Campesina (LVC) et représentant de l'organisation Proyecto de los Trabajadores Agrícolas Fronterizos (Projet pour les travailleurs agricoles frontaliers) en Amérique du nord.

Selon l'agronome féministe Miriam Nobre (Marche mondiale des femmes, Brésil), le néofascisme est représenté dans l'alliance unissant l'agro-industrie au trafic de drogues et à la militarisation, qui menace et spolie en permanence les populations locales, démantèle les politiques publiques et prétend revenir au modèle familial patriarcal pour que les femmes et les jeunes cessent d'être des acteurs clés du changement de système.

En Afrique australe, région confrontée aux régimes répressifs et aux autorités traditionnelles qui contrôlent les territoires et prennent des décisions retirant aux personnes leurs moyens d'existence, Mercia Andrews (Rural Women's Assembly, Assemblée des femmes rurales) souligne qu'« il est important que les organisations, les mouvements paysans et les mouvements d'agriculteurs luttent contre ce niveau de violation de leurs droits. Dans beaucoup de cas, l'Assemblée des femmes rurales s'unie aux mouvements d'agriculteurs et paysans, et nous avons rejoint plusieurs campagnes revendiquant notre droit à dire NON. »

En Europe, le mouvement fasciste propose un « faux protectionnisme » et la xénophobie, prévient Andoni García, membre du comité de coordination ECVC. « À l'inverse, la souveraineté alimentaire constitue un frein au mouvement fasciste puisqu'elle parle de droits, de politiques publiques conçues à partir du droit à protéger les agricultures locales, les cultures paysannes, tout en respectant les droits individuels et collectifs, dans un esprit de solidarité et non de confrontation », ajoute-t-il.

Ce faux protectionnisme, qui bien souvent renvoie à des nationalismes exacerbés, Roma Malik y fait aussi référence et ajoute qu'il est important de relier la lutte en faveur de la souveraineté alimentaire menée par les organisations paysannes au droit à la terre. « Les entreprises [multinationales] arrivent en nombre, construisent des barrages, des centrales électriques, privatisent les rivières, abattent les forêts, assassinent les personnes ou les expulsent de leurs terres et de leurs maisons. En ce sens, la lutte pour le droit à la terre est aussi une lutte contre les gouvernements fascistes », indique-t-elle. Carlos Marentes ajoute également que la souveraineté alimentaire « est l'un des objectifs pour faire face à la guerre lancée contre les pauvres, dans un système plus sauvage et prédateur que jamais qui s'emploie à veiller à ce que les multinationales contrôlent la production alimentaire, les moyens de production et la nature ». La clé réside dans le travail d'organisation et d'éveil des consciences pour défendre le droit à la vie, à l'alimentation, à la terre et à protéger les ressources naturelles.

Pour lire les entretiens dans leur intégralité, reportez-vous à la section « Aux premières lignes » de ce bulletin, page 4.